

Catherine FOUCHER



Profession

Conjointe collaboratrice entreprise d'électricité chauffage

Mandature(s)

2015 - 2021

2010 - 2015

Membre au titre de la

VIE ECONOMIQUE ET DIALOGUE SOCIAL

Représentants des artisans et des professions libérales

Désigné par

Accord entre CNAMS, CAPEB, CGAD, U2P

Présidente de la commission des conjoints et de la parité à l'U2P

Autres fonctions :

Conseil national de la sécurité routière | Suppléante

Parcours

Groupe : Groupe de l'artisanat

Formations de travail :

Section de l'environnement | Membre

Commission temporaire évolution de la fonction publique | Membre

Commission temporaire sur la fin de vie | Membre

Commission temporaire "Grande Pauvreté" | Membre

Commission temporaire "Métiers de la fonction publique" | Membre

Commission temporaire "fractures et transitions : réconcilier la France" | Membre

Date de fin de mandat : 31/03/2021

Depuis plus de 20 ans, elle dirige avec son mari artisan électricien, l'entreprise familiale. Son engagement pour la défense des TPE du bâtiment fut remarqué et l'a conduit à se voir confier des missions nationales pour l'UPA depuis 2010. Ainsi, elle a été membre, entre autres, de l'ACOSS, du Conseil Supérieur de l'Egalité Professionnelle, de la Conférence Nationale de Santé...

Au cours de ces expériences, elle s'est attachée à œuvrer pour une meilleure prise en compte des réalités du terrain dans l'élaboration des politiques publiques. De plus, au-delà de la question du statut de la conjointe d'artisan, sur laquelle elle s'est fortement impliquée, elle défend depuis 15 ans l'entrepreneuriat au féminin dans l'Artisanat.

« *Egalité, mixité, parité* » sont, pour Catherine Foucher, « *trois maîtres mots qui participent au dynamisme et à la pérennité des entreprises de proximité* ».

Déclarations



Pour une politique publique nationale de santé environnement au cœur des territoires



Les reconversions professionnelles



Crise sanitaire et inégalités de genre



Quelle pêche durable en mer face au changement climatique ?



Améliorer le parcours de soin en psychiatrie



Filières stratégiques : définir et mettre en oeuvre les priorités



Le financement des investissements nécessaires pour l'avenir : enjeux et déclinaisons



Mission commerce



Climat, neutralité carbone et justice sociale - Avis du CESE sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets



Le travail à domicile auprès des personnes vulnérables : des métiers du lien



La prévention et la réduction du chômage de longue durée dans une perspective d'action territoriale



Le bilan de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages



Services publics, services au public et aménagement des territoires à l'heure du numérique



Favoriser l'engagement civique et la participation citoyenne au service du développement durable



Génération nouvelles : construire les solidarités de demain



Climat, énergie, biodiversité. Contribution du CESE à la Convention citoyenne



REACH et la maîtrise du risque chimique : un bilan positif, un outil à améliorer



Les métropoles : apports et limites pour les territoires



Les défis de l'éducation aux médias et à l'information



Les jeunes et l'avenir du travail





Le régime social des indépendants (RSI)



Les addictions



La place des dispositifs médicaux dans la stratégie nationale de santé



Agir pour la mixité des métiers



Migrations internationales : un enjeu planétaire



Révolution numérique et évolutions des mobilités individuelles et collectives (transport de personnes)



Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement



Mieux accompagner et inclure les personnes en situation de handicap : un défi, une nécessité



Les évolutions contemporaines de la famille et leurs conséquences en matière de politiques publiques



La protection maternelle et infantile



La microfinance dans les Outre-mer



Les filières lin et chanvre au cœur des enjeux des matériaux biosourcés émergents



Suicide : plaidoyer pour une prévention active



Droits formels|droits réels: améliorer le recours aux droits sociaux des jeunes



La protection sociale



Les enjeux de la prévention en matière de santé



La dépendance des personnes âgées

Attaché.e de groupe : Valérie Ramage

tél 01 44 43 64 02

valerie.ramage@lcesse.fr